

Délibération n° 2018-11-29/17

Objet : Recensement de la population 2019 – Recrutement de 22 agents recenseurs en accroissement temporaire d'activité – Modalités de rémunération

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 29 NOVEMBRE 2018**

L'an deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 23 novembre 2018, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

La séance a été publique.

Présents : J.P. Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne
M. Pellet - J.M. Malek - P. Nivresse - O. Boudet – C. Moreteau - B. Rodriguez – M. Litton - F. Boyer -
J.M Leïendeckers – R. Casas Mateu – A. Jamet - B. Cosme – I. Gianiel

Absents représentés : G. Rguidel excusé, pouvoir à M. Pellet - S. Riscal excusée, pouvoir à J.M. Malek - A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – B. Deltour excusé, pouvoir à J.P. Rico – G. Della Ragione excusé, pouvoir à X. Mirault - S. Waselynck excusé, pouvoir à A. Jamet

Absents : C. Germain – A. Estève - C. Prost

Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines et à l'emploi, rapporte :

Le recensement permet de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de notre commune.

Il permet également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Pour les communes dont la population est inférieure au seuil de 10.000 habitants, le recensement est organisé tous les 5 ans.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte des données de recensement débuteront le 17 janvier 2019 et se termineront le 16 février 2019.

Le chiffre légal de population 2015, entré en vigueur au 1^{er} janvier 2018, est de 9177 habitants, et le nombre de logements à recenser en 2019 est estimé à environ 5200.

La commune étant divisée en 22 secteurs, il est nécessaire de recruter 22 agents recenseurs en accroissement temporaire.

Le montant de leur rémunération est fixé librement par délibération du Conseil municipal. Il peut être égal, supérieur ou inférieur à la dotation forfaitaire versé par l'Etat, qui s'élève pour la campagne 2019 à la somme de 17.232 €.

Les éléments de rémunération des agents recenseurs pourraient être fixés comme suit :

- La rémunération de la formation : chaque agent recenseur devra suivre une formation de deux demi-journées organisée par l'INSEE, les 4 et 11 janvier 2018.
 - ▶ Il est proposé de rémunérer la formation sur la base d'un forfait de 60 € brut.
- La rémunération de la collecte :
 - ▶ Tarif de la feuille de logement : 1,17 € brut
 - ▶ Tarif du bulletin individuel : 1,78 € brut

Afin de garantir la motivation et l'implication des agents recenseurs, il est proposé de créer une prime valorisant le taux de questionnaires remplis et renvoyés par internet, une possibilité qui n'était pas encore mise en œuvre par l'INSEE lors du recensement de 2014.

- ▶ Cette prime pourrait être fixée à 150 € brut si le taux de 25 % de bulletins remplis par internet est atteint par l'agent recenseur en fin de recensement.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Recruter en accroissement temporaire 22 agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement.
- Approuver les éléments constitutifs de la rémunération.
- Dire que les crédits correspondant à ces charges seront inscrits au budget communal 2019.
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 29 novembre 2018
Le Maire
Jean-Pierre RICO

